La controverse tient en grande partie au fait que le gouvernement conservateur précédent n'a pas sollicité l'avis des habitants du parc Doon-Pioneer de Kitchener, avant d'arrêter son choix. Le gouvernement libéral actuel s'est efforcé de remédier à la situation créée par son prédécesseur.

L'honorable Herb Gray, solliciteur général du Canada, a rouvert le dossier du projet de la prison de Kitchener peu de temps après les élections. Il a donné aux habitants de Kitchener l'occasion d'exprimer leurs préoccupations dans le cadre de la réunion de jeudi, ce que mes électeurs réclamaient depuis l'annonce du choix de l'emplacement.

Au nom des habitants du parc Doon-Pioneer, je tiens à remercier le ministre qui a pris le temps d'écouter leurs doléances. Nous espérons tous que sa décision finale sera conforme aux voeux exprimés à la réunion de jeudi.

LES CHAMPIONNATS DE PATINAGE DE VITESSE

Mme Albina Guarnieri (Mississauga-Est): Monsieur le Président, les championnats du monde par équipes de patinage de vitesse sur courte piste se sont tenus cette fin de semaine à Cambridge, en Ontario.

Félicitations à Nathalie Lambert, Sylvie Daigle, Isabelle Charest, Christine Boudrias et Angela Cutrone qui ont donné au Canada le titre chez les dames.

[Français]

Du côté des hommes, l'équipe canadienne, composée de Frédéric Blackburn, Mark Gagnon, Derrick Campbell, Denis Mouraux et Stephen Gough, s'est classée deuxième, derrière l'équipe de la Corée du Sud. Congratulations!

Cette compétion fut la dernière disputée au Canada par Sylvie Daigle et Nathalie Lambert, deux as de l'équipe canadienne de patinage de vitesse sur courte piste.

[Traduction]

Sylvie et Nathalie ont eu des carrières exceptionnelles et méritent des éloges pour leur contribution à ce sport.

L'ÉCONOMIE

M. Jag Bhaduria (Markham—Whitchurch—Stouffville): Monsieur le Président, en raison de la situation économique difficile qui prévaut au Canada, de nombreux Canadiens doivent faire très attention à leurs dépenses.

Dans toutes les régions du pays, les Canadiens se serrent la ceinture et doivent se passer de nombreuses choses indispensables. Cela se produit pendant que d'autres continuent de mener grand train.

Questions orales

Il y a de nombreux cas où l'on n'a pas fait preuve de modération financière. La célébration du départ du gouverneur de la Banque du Canada en est un exemple. On a dépensé plus de 30 000 \$ pour les adieux à John Crow. Il est scandaleux que l'on puisse demander aux Canadiens de payer de telles dépenses.

M. Crow a passé des années à prêcher la modération, mais, à son départ, il avait oublié ce qu'il nous disait.

LE BUDGET

M. Nelson Riis (Kamloops): Monsieur le Président, aujourd'hui, la froide réalité est venue frapper le gouvernement en pleine face. La brusque remontée des taux d'intérêt va inévitablement jeter un froid parmi les investisseurs et les consommateurs.

Les créanciers internationaux viennent d'envoyer un signal au gouvernement fédéral, en augmentant les pressions sur le dollar canadien. La confiance dans le budget semble n'avoir duré que deux mois.

Est-ce que le gouvernement faisait quelque chose pour l'emploi dans ce budget? Non. Est-ce que le gouvernement donnait une évaluation réaliste des recettes dans ce budget? Non. Est-ce que le gouvernement a prévu des taux d'intérêt plus élevés dans ses estimations de dépenses pour l'an prochain? Non.

Lorsque les taux d'intérêt montent et que le dollar chute, le déficit fédéral s'accroît et provoque l'augmentation des taux d'intérêt. Comme le dit le proverbe chinois: «À moins qu'on ne change de cap, on arrivera sûrement où l'on s'en va.»

QUESTIONS ORALES

• (1415)

[Français]

LES DROITS DE LA PERSONNE

L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Avant même de connaître le résultat des travaux qu'il a lancés sur la révision des principes qui guideront l'action internationale du Canada, le gouvernement a déjà fait son lit. Il effectue un virage à 180 degrés et met le cap sur ses seuls intérêts commerciaux, tournant le dos à la promotion des droits de la personne.

Je demande au premier ministre s'il confirme l'intention de son gouvernement de privilégier les relations commerciales du Canada, au détriment des droits humains. Je lui demande aussi s'il se contentera, lors de son voyage en Chine, de n'évoquer l'oppression de ce régime despotique que d'une façon gentille, en privé, sur les conseils pusillanimes de son ministre des Affaires étrangères?